

ser physiquement (fascisme) lorsque son pouvoir d'Etat était directement menacé, ou de composer avec lui par le biais de ses dirigeants réformistes (politique de Front Populaire). La politique de Front Populaire, sous couvert d'une participation ouvrière aux instruments légaux du pouvoir, permettait à la bourgeoisie de conserver de fait son pouvoir d'Etat en échange d'améliorations du sort de la classe ouvrière.

Après la guerre, au travers de la période de restructuration du capitalisme et d'expansion sensiblement continue de l'économie, le problème s'est posé en termes différents. La bourgeoisie était capable de faire un certain nombre de concessions au mouvement ouvrier, notamment dans le domaine du pouvoir d'achat. Par contre, la nécessité de planifier de façon rigoureuse les investissements de plus en plus coûteux, le développement de capacités excédentaires de production faisant baisser la rentabilité du capital, impose à la bourgeoisie des prévisions à long terme *qui ne peuvent être remises en cause sans de graves perturbations*, elles-mêmes conditionnées tant par la recherche du profit maximum que par nécessité politique face à la montée révolutionnaire mondiale.

Aussi, l'objectif essentiel de la bourgeoisie est la stabilité, la « paix sociale ». En même temps qu'elle cherche à rendre le pouvoir central de moins en moins sensible aux à-coups sociaux (tendance à l'Etat fort), elle est prête à céder quelques avantages à la classe ouvrière (augmentation des salaires, diminution du temps de travail) *à condition qu'ils soient prévus, planifiés*. Suivant les colorations, cela s'appelle politique des revenus, participation, juste répartition des fruits du travail, mais cela vise essentiellement une chose : éviter les chocs, les augmentations de salaires « trop importantes », les arrêts de travail « intempetifs », tout ce qui peut déséquilibrer ses prévisions.

Tel est le sens de la politique d'intégration du mouvement syndical, tentée avec plus ou moins de succès par toutes les bourgeoisies européennes depuis vingt ans. Afin d'obtenir la paix sociale, elle cherche à négocier avec les organisations syndicales *reconnues par les travailleurs*, elle accepte de leur céder un certain nombre d'avantages *qu'elle prévoit*, les syndicats s'engageant de leur côté à ne pas déclencher de mouvements « inconsiderés » pouvant paralyser la production, et rentrer en conflit avec les plans capitalistes.

Avant d'aborder les rapports spécifiques du gaullisme et du mouvement ouvrier, nous voulons insister sur le fait que faute d'avoir su comprendre cette réalité nouvelle du capitalisme contemporain, toutes les organisations réformistes se trouvent prisonnières de leur propre réformisme. A tout ouvrier conscient, il apparaît en effet au moins contradictoire que la grève de mai-juin, englobant trois ou quatre fois plus de travailleurs que la grève de juin 1936 n'ait abouti qu'à des résultats bien moindres que les accords Matignon. La logique des réformismes pré-suppose que lorsque la classe ouvrière « fait pression » sur la bourgeoisie, celle-ci peut céder tant sur le plan politique que sur le plan économique. Et cette logique a pu remporter quelques succès en 1936 ou en 1945, à tel point que les acquis durables obtenus alors par la classe ouvrière ont pu longtemps servir de paravent à la trahison politique des dirigeants staliniens, et de justification à leur politique présente.